

Cote du document: EB 2011/102/R.15/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 12 a)
Date: 11 mai 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République de Sierra Leone au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le

Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10-12 mai 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	2
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6

Annexe

Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
---	---

Appendices

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GAFSP	Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire
MAFSA	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire
PACPP	Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PNDDA	Plan national de développement durable de l'agriculture 2010-2030

Carte de la zone du programme

Republic of Sierra Leone

Smallholder Commercialization Programme

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

12-4-2011

République de Sierra Leone

Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Gouvernement de Sierra Leone
Pays bénéficiaire du don:	République de Sierra Leone
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire
Coût total du programme:	56,4 millions d'USD
Montant du don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP):	50,0 millions d'USD
Conditions du financement du GAFSP:	Don
Contribution du pays bénéficiaire du don:	4,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,9 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA et Comité directeur du GAFSP
Organisme d'appui à l'exécution:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de la République de Sierra Leone, au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne, telle qu'elle figure au paragraphe 39.

Proposition de don à la République de Sierra Leone au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Dans le cadre de son programme pour le changement, la Sierra Leone a lancé en septembre 2009 la deuxième génération de son programme de réduction de la pauvreté, le Plan national de développement durable de l'agriculture 2010-2030 (PNDDA), qui a été élaboré dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Ce plan a pour objectif de faire de l'agriculture le moteur de la croissance économique et du développement rural en promouvant l'agriculture commerciale, le secteur privé et les organisations paysannes.
2. En étroite consultation avec les principales parties prenantes, le Gouvernement de Sierra Leone a mis en œuvre le PNDDA dans l'ensemble du pays, en accordant la priorité au Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (PACPP), considéré comme susceptible d'avoir le meilleur impact, à court et moyen terme, en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de création de revenus pour les groupes les plus vulnérables. Ce programme vise l'intensification, la diversification et la commercialisation de la production paysanne et fonctionne en synergie avec des projets et programmes actuellement financés par le gouvernement et des donateurs dans le pays.
3. En juin 2010, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) – un mécanisme de financement multidonateur – a approuvé une proposition de financement à hauteur de 50,0 millions d'USD présentée par la République de Sierra Leone à l'appui de la première composante (commercialisation de la production paysanne: intensification, diversification, ajout de valeur et commercialisation), de la deuxième composante (développement de la petite irrigation) et de la sixième composante (planification, coordination et suivi-évaluation du programme) du PACPP.
4. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire (MAFSA) a été désigné comme organisme d'exécution du PACPP; le FIDA a été choisi comme institution coopérante; et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est vue attribuer les fonctions d'organisme d'appui à l'exécution en vue d'apporter une assistance technique.
5. Aux termes des dispositions de l'accord de transfert concernant le Fonds d'affectation spéciale du GAFSP qui a été conclu entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (en qualité de fiduciaire) et le FIDA, la BIRD devra verser au FIDA les fonds approuvés par le Comité directeur du GAFSP aux fins de sa mise en œuvre. Ces fonds seront utilisés par le FIDA conformément à

ses politiques et procédures et aux décisions applicables du Comité directeur du GAFSP telles que spécifiées dans le PACPP.

6. En vertu de l'accord de transfert, le FIDA conclura un accord avec le bénéficiaire choisi – la République de Sierra Leone – conformément aux politiques et procédures du Fonds.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

7. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de Sierra Leone un don d'un montant de 50,0 millions d'USD pour contribuer au financement du Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne au titre du GAFSP.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

8. En 2002, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont déclaré que la Sierra Leone pouvait prétendre à l'aide accordée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE). Le pays a atteint le point d'achèvement en décembre 2006, et il a été estimé que l'allègement de la dette en vertu de l'Initiative PPTTE correspondait à 994 millions d'USD environ en valeur nominale. Étant donné qu'elle a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTTE, la Sierra Leone, dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, a pu également prétendre à des mesures complémentaires de réduction de la dette de la part du FMI, de l'Association internationale de développement et du Fonds africain de développement.

Flux de fonds

9. Un compte sera spécialement ouvert auprès de la First International Bank ou d'une autre banque commerciale de Sierra Leone agréée par le Fonds. La direction du PACPP-GAFSP ouvrira et gèrera: i) un compte de programme libellé en dollars des États-Unis pour le règlement des dépenses admissibles engagées au titre des catégories de dépenses du don; ii) un compte de programme libellé en leones pour les opérations quotidiennes; et iii) un compte de contrepartie de programme libellé en leones destiné à recevoir la contribution du gouvernement pour les articles non soumis à exonération fiscale.

Modalités de supervision

10. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

11. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

12. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du don du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) un mécanisme de plainte à double volet empruntant les voies à la fois publique (bureaux agricoles de district [BAD]) et privée (organisations paysannes [OP]), avec un appui spécifique de toutes les parties intéressées afin d'en garantir l'efficacité; ii) suivi-évaluation, supervision directe, audits; et iii) mise à disposition d'informations et sensibilisation des collectivités par le biais de la formation et de programmes radiophoniques.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

13. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme privilégiera quatre groupes cibles ci-après: les petits agriculteurs; les femmes; les jeunes; ainsi que les micro- et petits entrepreneurs. La participation de ces groupes cibles est cruciale dans le cadre des efforts déployés pour réduire la pauvreté, renforcer l'intégration sociale et améliorer le bien-être en milieu rural.

Méthode de ciblage

14. Les points forts de la stratégie de ciblage sont les suivants: i) priorité accordée aux groupes cibles; ii) participation des principales parties prenantes; iii) adoption d'approches participatives; iv) synergie avec le processus de décentralisation; et v) activités d'information, d'éducation et de communication.

Participation

15. Le programme suivra systématiquement une approche participative de manière à garantir un soutien effectif aux groupes cibles et à favoriser l'intégration sociale. Cela permettra aux groupes communautaires de mettre au point des systèmes de contrôle adaptés aussi aux personnes non alphabétisées. Une étude approfondie de la composition des groupes cibles sera entreprise afin que les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables soient bien identifiés et que les mécanismes de ciblage soient adaptés.

D. Objectifs de développement**Objectifs clés**

16. L'objectif de développement du programme proposé est de donner aux ruraux pauvres les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire et leurs revenus de façon durable afin de parvenir à un recul de la pauvreté et à un développement économique à long terme. Le programme poursuit en outre deux objectifs plus spécifiques: i) résorber l'écart entre la production et la demande nationales de riz (70 000 tonnes); et ii) accroître de 10% les revenus agricoles des bénéficiaires directs.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

17. Une fois achevé, le programme est censé avoir: i) renforcé considérablement les capacités du MAFSA au niveau du siège et des antennes de district; ii) encouragé les investissements du secteur privé en faveur des pauvres dans les zones rurales sur l'ensemble des filières; et iii) amélioré l'accès des pauvres aux services financiers ruraux.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

18. Le but et l'objectif du programme sont conformes au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, au programme d'options stratégiques pour la Sierra Leone et à la stratégie régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

E. Harmonisation et alignement**Alignement sur les priorités nationales**

19. Le PACPP est un programme national élaboré par le gouvernement en tant que pièce maîtresse du PNDDA, lequel a été établi sous l'égide du PDDAA.

Harmonisation avec les partenaires du développement

20. Tous les projets et programmes en cours et à venir financés par le gouvernement et les donateurs dans le secteur de la petite agriculture seront alignés sur le PACPP. À l'heure actuelle, celui-ci a été financé à hauteur de 146,0 millions d'USD (36%) par des donateurs. Le GAFSP octroiera 50,0 millions d'USD (12%). La Banque islamique de développement devrait également cofinancer ce programme.

F. Composantes et catégories de dépenses**Principales composantes**

21. La proposition de financement sous forme de don appuiera les composantes suivantes: i) commercialisation de la production paysanne; ii) développement de la petite irrigation; iii) accès à la finance rurale; et iv) coordination et gestion.

Catégories de dépenses

22. Il y a cinq catégories de dépenses: i) travaux publics (17,4%); ii) véhicules, équipement et matériel (24,2%); iii) assistance technique (32,6%); iv) fonds de financement rural (14,2%); et v) dépenses de fonctionnement (11,6%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

23. Le MAFSA, la FAO et le Citizens Network for Foreign Affairs seront les principaux partenaires d'exécution, avec le Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire et le Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire, tous deux financés par le FIDA.

Responsabilités en matière d'exécution

24. Le MAFSA aura la responsabilité générale de l'exécution du programme. Certaines activités seront mises en œuvre par des partenaires désignés, avec lesquels un mémorandum d'accord sera signé.

Rôle de l'assistance technique

25. Pour les activités relatives aux fermes-écoles, aux organisations paysannes et aux centres d'appui aux entreprises agricoles ainsi que pour le renforcement des capacités du MAFSA, l'assistance technique fournie par la FAO et le MAFSA sera progressivement supprimée pour assurer un transfert de responsabilités. Le MAFSA a demandé une assistance technique spécifique pour la passation des marchés et la gestion financière. Cette assistance garantira le respect des procédures et le renforcement des capacités du MAFSA.

Situation des principaux accords d'exécution

26. Un mémorandum d'accord entre le MAFSA et la FAO est en cours de négociation. Des mémorandums d'accord avec les partenaires d'exécution sont en préparation.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

27. Le coût total du programme est de 56,4 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le FIDA au titre du GAFSP (88,6%), le gouvernement (8,1%) et les bénéficiaires (3,3%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

28. Les principaux avantages économiques et sociaux découleront des progrès suivants:
- i) accroissement de la production agricole dans les filières/zones ciblées;
 - ii) renforcement de la sécurité alimentaire nationale et hausse des niveaux nutritionnels;
 - iii) réduction des pertes après récolte, en particulier grâce à des entrepôts de séchage et de stockage;
 - iv) élargissement de l'accès aux intrants, services, activités d'appui à la recherche et à la vulgarisation, marchés et informations commerciales agricoles grâce à la création et à la consolidation de centres d'appui aux entreprises agricoles;
 - v) réduction de la main-d'œuvre, du gaspillage de cultures et des coûts de production grâce au renforcement de la mécanisation;
 - vi) amélioration de l'accès aux services financiers ruraux;
 - vii) augmentation des revenus agricoles et non agricoles, notamment pour les jeunes, du fait de la multiplication des possibilités de production, de diversification, de transformation agroalimentaire et de commercialisation;
 - viii) accroissement de la productivité des sols et de la main-d'œuvre;
 - ix) renforcement de l'intégration, de l'influence et rôles d'encadrement dans le développement socioéconomique pour les jeunes, les femmes et les groupes défavorisés;
 - x) autonomisation des conseillers locaux et de district pour une planification, un suivi et une évaluation plus efficace du développement économique; et
 - xi) économies sur les échanges avec l'étranger grâce à une réduction des importations (notamment de riz).

Viabilité économique et financière

29. Le taux de rentabilité économique de base est estimé à 14,2%. L'analyse de sensibilité indique que le taux de rentabilité positif du programme est particulièrement sensible à une hausse des prix de l'engrais et à une baisse des coûts de production du riz et de l'huile de palme. Étant donné que la stratégie du PDDAA prévoit de garantir que l'engrais reste abordable en termes de prix, de quantité et de qualité, et que la FAO et la Banque mondiale estiment que les coûts de production devraient rester relativement stables pendant la durée du programme, cette évolution éventuelle des prix ne représente pas un risque significatif.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

30. Une culture d'apprentissage et de partage des savoirs sera encouragée au sein du programme et entre toutes les parties concernées, et des manifestations spéciales seront organisées (examens du programme, réunions consultatives annuelles de district avec les parties prenantes, ateliers communs de planification avec celles-ci; conférences et ateliers au niveau national et international; visites d'échange; etc.). Les savoirs acquis serviront à élaborer des messages, des manuels, des principes et des stratégies et seront diffusés aux différents groupes cibles, y compris le grand public, par les moyens de communication appropriés. Les meilleures pratiques et les principes qui ont fait leurs preuves serviront à alimenter les systèmes de gestion des savoirs du MAFSA et de la région. Le spécialiste de la communication déjà engagé élaborera une stratégie de partage des savoirs et de communication afin de favoriser la diffusion des connaissances, le repérage des innovations et l'apprentissage croisé, l'objectif étant d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Innovations en matière de développement

31. Le programme mettra en avant les innovations suivantes: i) mécanisme intégré de recouvrement des coûts afin de recapitaliser les centres d'appui aux entreprises agricoles sur la base de critères de performance; ii) plan pilote relatif aux négociants de produits agricoles; iii) consolidation des filières par l'intermédiaire d'une approche contractuelle de l'agriculture afin de faire participer intégralement le secteur privé; iv) fonds de développement agricole, financé par les remboursements effectués par les bénéficiaires au titre de l'appui qu'ils ont reçu, pour soutenir de nouvelles activités et renflouer les associations de services financiers et les banques communautaires; et v) promotion des femmes et des jeunes aux fonctions d'entrepreneurs à petite et moyenne échelle.

Approche d'élargissement

32. Le programme appliquera à plus grande échelle deux modèles déjà mis en œuvre avec succès par le FIDA: i) l'approche de réhabilitation des plants d'arbre du Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire, sur la base de l'engagement du secteur privé comme partenaire d'exécution; et ii) le modèle de finance rurale du Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire, sur la base du développement des associations de services financiers et des banques communautaires. De plus, l'approche du MAFSA et de la FAO relative aux centres d'appui aux entreprises agricoles sera affinée et élargie sur la base des enseignements tirés de l'expérience.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

33. Le programme est confronté à trois grands risques: i) corruption et gouvernance médiocre (confiscation par les élites); ii) capacité insuffisante des institutions gouvernementales à mettre en œuvre les activités de projet/programme et à coordonner efficacement les interventions de développement; et iii) application lacunaire des procédures de ciblage et de l'intégration des questions de parité hommes-femmes. Les mesures d'atténuation prévues comprennent l'information et

la sensibilisation des communautés dans le cadre de formations et de programmes radiophoniques; un mécanisme de plainte à double volet, par les canaux public (BAD) et privé (OP), avec un appui spécifique de la part des parties concernées afin d'en garantir l'efficacité; suivi-évaluation, supervision directe et audits; renforcement des capacités à tous les niveaux; assistance technique à moyen et long terme en matière d'exécution; et recours à des partenaires d'exécution durant les deux premières années, puis transfert progressif des responsabilités aux institutions nationales, une fois leurs capacités renforcées.

Classification environnementale

34. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B dans la mesure où il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

35. Pour garantir sa durabilité, le programme comprendra les mesures suivantes:
- i) exécution par l'intermédiaire d'institutions existantes, en particulier le MAFSA, qui bénéficieront d'un renforcement adéquat des capacités au niveau central et du district;
 - ii) exécution par l'intermédiaire des organisations locales et du secteur privé;
 - iii) approche axée sur la demande pour les différentes activités;
 - iv) complémentarité avec d'autres projets, notamment sur la question des liens entre agriculteurs et institutions de microfinancement;
 - v) création d'organisations paysannes autofinancées et autogérées dans le respect de la législation nationale;
 - vi) action menée par l'intermédiaire du programme "Operation Feed the Nation" et sous l'égide des bureaux agricoles de district pour garantir la continuité à long terme avec les activités générales du MAFSA et les plans de développement menés au niveau des districts.

II. Instruments juridiques et autorité

36. Un accord de financement entre la République de Sierra Leone et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
37. La République de Sierra Leone est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
38. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Sierra Leone, au titre du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, un don d'un montant équivalant à cinquante millions d'USD (50 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Smallholder Commercialization Programme under the Global Agriculture Food Security Programme (SCP-GAFSP)"

(Negotiations concluded on 5 May 2011)

FINANCING AGREEMENT

Grant Number: _____

Programme Title: Smallholder Commercialisation Programme under the Global Agriculture Food Security Program (the "SCP-GAFSP" or "the Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

Republic of Sierra Leone (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

1. The Steering Committee of the Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) Trust Fund, approved in 2010 a USD 50 million proposal presented by Recipient in support of components 1 (Smallholder agriculture commercialisation: production intensification, diversification, value addition and marketing), 2 (Small scale irrigation development) and 6 (SCP Planning, Coordination, Monitoring and Evaluation) of the Recipient's Smallholder Commercialisation Programme (SCP).

2. The International Bank for Reconstruction Development (IBRD) –in its capacity as trustee of the GAFSP Trust Fund- and IFAD entered into a Transfer Agreement on November 2010. According to the provision of the Transfer Agreement, the IBRD shall transfer to IFAD the allocated funds approved by the GAFSP Steering Committee for the implementation of the Programme.

3. The implementation of the activities under this Financing Agreement is subject to the transfer of funds by the IBRD.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is USD 50 million.
2. There shall be three Programme Accounts for the benefit of the SCP-GAFSP Management Unit in commercial banks acceptable to the Fund: (a) a Programme Account in USD for payments of eligible expenditures incurred under all categories of expenditures under the Financing; (b) a Programme Account in Leones for daily Programme operations; and (c) a Programme Counterpart Account in Leones to receive the Recipient's contribution for expenditures not subject to tax exemption.
3. The Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of approximately USD 4.5 million.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security (MAFFS).
2. The following are designated as additional Programme Parties: the Food and Agriculture Organization (FAO), the SCP Coordination Team, the SCP-GAFSP Management Unit, the National Coordination Unit of the Rehabilitation and Community-based Poverty Reduction Project (RCPRP) and the Rural Finance and Community Improvement Project (RFCIP) and service providers.
3. The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Grant will be administered and the Programme supervised by IFAD.

Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement:

The transfers from the IBRD under the IFAD-IBRD Transfer Agreement are suspended, cancelled or do not reach IFAD on a reasonable period of time after the submission of the Funds Transfer Request from IFAD to the IBRD.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The transfer of funds specified in the first Funds Transfer Request has been received by the Fund.
 - (b) The Programme Accounts shall have been duly opened.
 - (c) The recruitment of the SCP Coordinator and the SCP-GAFSP Manager, M&E Officer and Financial Controller shall be completed.
 - (d) A Project Implementation Manual (PIM) shall be drafted and shared with the Fund.

3. This Agreement is subject to ratification by the Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister of Finance and
Economic Development
Ministerial Building
George Street
Freetown, Sierra Leone

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund

For the Recipient

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The Programme has identified four core target groups: (a) smallholder farmers; (b) women, especially women headed households; (c) youth, particularly unemployed youth; and (d) micro/small entrepreneurs. Moreover, the Programme shall also benefit associations of disable (amputee, war wounded, etc.).

2. *Goal.* The overall goal of the Programme is to empower the rural poor to improve their food security and increase incomes on a sustainable basis in order to lead to long-term sector and economic development as well as poverty reduction.

3. *Objectives.* The Programme objectives are:
 - (a) Reduce the gap between national rice production and demand through (i) increased lowland rice yields by 15%; (ii) intensified rice production on approximately 4 000 ha of inland valley swamps; (iii) reduced rice post-harvest losses by 20%; and (iv) improved access to inputs for 10% of the Agricultural Business Centres (ABC)'s farmers targeted group.

 - (b) Increase farm incomes for direct beneficiaries by 10% through (i) rehabilitation of approximately 8 000 ha of tree crops; (ii) increased value addition of products through processing and marketing; (iii) improved farmers' access to extension services; and (iv) enhanced farmers' representation at local and national level to advocate on their interests within value chain development and other areas.

4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:
 - (a) Smallholder agriculture commercialisation. The aim of this component is to increase productivity, rural incomes and employment, on a sustainable basis both economic and environmental, through better access to technical skills, services and markets. This component shall be implemented by the MAFFS with the support of FAO.

This component is divided in three subcomponents:

(a.1) Production intensification through support to grassroots Farmer Based Organizations (FBOs) and the Farmer Field School methodology (FFS). The objective is to improve smallholders' food security and incomes by increasing the quantity and quality of crop production. It is envisaged to consolidate or set up around 1 000 new FBOs that will be divided into approximately 540 staple crops FBOs, 270 new Inland Valley Swamps (IVS)-FBOs and 200 new tree crops FBOs.

The main activities shall include the establishment of food crops FFS; the provision of a quick start productive package and the formation of FBOs based on the most productive farmers of the FFS. Equipments and infrastructure like drying floors and storage facilities shall be provided based on the needs and maturation level of the FBOs. Short-term training and medium/long term technical assistance shall also be provided.

(a.2) Improved commercialisation through access to agro-services and value-chain development. The objective is to improve the quantity, quality and value of the marketed production by increasing farmers' access to inputs, processing facilities and marketing

opportunities. The food and cash crops produced by the supported FBOs will be targeted. Three channels shall be used:

(i) The ABC model, which refers to a multipurpose facility registered and operated as a private liability company or a company limited by guarantee and aims at establishing sustainable and self governed farmer/producer associations equipped with agro-services facilities and provides their members and local farmers with essential services that support access to technology innovations. The ABC model is currently being implemented by MAFFS and FAO. The Programme shall support the consolidation of approximately 150 existing ABCs and shall finance the establishment of approximately 190 new ABCs. The Programme shall support the construction of ABC buildings and shall provide an "ABC package" adapted to the commodity/activity-focus of the ABC. FAO shall provide technical support in the implementation of the ABC development to MAFFS, through an annual result based contract.

(ii) The Agrodealer model, which relies on the development of a private network of agrodealers providing the smallholders with access to improved inputs, services and output marketing. The agrodealers are individual private entrepreneurs willing to invest in the agricultural sector in rural areas and fully integrated in the value chains. The Programme envisages supporting the establishment of approximately 40 agrodealers, who shall provide access to improved inputs to at least 1 000 farmers. This model shall be implemented directly by the Citizen Network of Foreign Affairs (CNFA) on a pilot basis on a proposal approved by the MAFFS.

(iii) The Contract Farming approach, which shall target only cash crops and seek the involvement of the private sector in order to encourage value-chain development and investments in the agricultural sector. The Programme shall seek to rehabilitate approximately 8,000 ha of abandoned and unproductive plantations. The Programme shall support the registration of the farmers/established FBOs and shall establish village nurseries with new/improved varieties of clustered FBOs, caretakers trained and seedling used for replanting of over-aged plantations. Memorandum of Understanding (MoUs) shall be entered between the IP farmers benefiting from the model. A Memorandum of Agreement (MoA) shall be established between the MAFFS and the National Coordination Unit of the RCPRP for the direct implementation of this Contract Farming approach.

(a.3) Enhanced long-term technical support and representation through the institutional development of MAFFS and the Farmer Organizations (FOs). The objective is to enable a long-term and sustainable support to farmers and their FBOs through two institutional channels that shall be strengthened by the Programme: the MAFFS mainly at district level and commodity-focused FBOs networks at district and national levels.

(i) MAFFS District Agricultural Offices (DAO). The Programme shall reinforce the capacities of MAFFS to ensure sustainable, adequate and efficient public extension services to the farmers and FBOs. A capacity building plan has been developed for 9 DAOs which shall be implemented based on a three (3) year phasing. The remaining four (4) DAOs shall be financed by the RCPRP.

(ii) FOs. Through this subcomponent the Programme shall facilitate the institutionalization and strengthening of FBOs networks at district and national levels to enable them to defend farmers' interests within the value chains and policy dialogue.

(b) Small scale irrigation development. The objective of this component is to develop small scale irrigation infrastructure in order to raise the national rice production on a sustainable manner through higher yields and increased cropping cycles per year. The Programme shall rehabilitate approximately 4 000 ha IVS.

The Programme shall focus on the rehabilitation of existing IVS that were abandoned and overgrown during war and that geographically shall complement the rehabilitation of IVS under the RCPRP. The RCPRP approach shall be replicated with improvements regarding water management and maintenance.

The role of the FBO or IVS association shall be to rehabilitate the IVS, to organize a fair management of water, to ensure the maintenance and functionality of the infrastructure, to monitor and evaluate the individual production and to provide services as defined by its members.

The IVS rehabilitation is based on the active participation of the beneficiaries in its design, implementation and monitoring. The swamps shall be managed by FBO. The Programme shall provide support to effective group formation, irrigation management and maintenance and crop cultivation. The Programme shall also establish or support around two (2) youth contractors per district to allow them to act as service providers, who shall be trained in IVS rehabilitation and development and given small equipment on a loan basis.

(c) Access to financial services. The objective of this component is to empower smallholders and rural poor economically and socially through enhanced access to affordable financial services through the establishment of profitable and sustainable Financial Service Associations (FSAs) and Community Banks (CBs).

The Programme envisages establishing 15 new FSAs and seven (7) new CBs nation-wide. Support to these new FSAs and CBs shall be provided by different institutions, which will guarantee their sustainability and consolidate the overall institutional framework of the rural finance sector. The institutions identified for providing support are the Technical Assistance Agency (TAA), the Bank of Sierra Leone (BoSL) and other partners such as Microfinance Investment and Technical Assistance Facility (MITAF II). This component shall be implemented by the National Coordination Unit of the RFCIP through a MoA signed with the MAFFS. Under this component, the Programme will seek to establish synergies with existing initiatives in the rural microfinance sector and synergies with other components of the Programme.

The Programme shall support FBOs, youth contractors and ABCs with equipments and inputs on a credit basis to enable them to start up their activities. The reimbursement shall be deposited quarterly by the implementing parties and FBOs into a special account in the Bank of Sierra Leone named "Agricultural Development Fund/Refinance Facility" (ADR/RF) that will be dedicated only to agricultural lending. In particular the ADR/RF will provide refinancing to FSAs and CBs.

II. Implementation Arrangements

1. Lead Programme Agency

1.1. Designation. Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security (MAFFS) is designated as the Lead Programme Agency.

1.2. Responsibilities. The MAFFS is responsible for overall implementation of the Programme.

2. Programme Steering Committee (PSC)

2.1. Designation and composition. The Agricultural Advisory Group (AAG) is the national steering committee of the SCP and includes representation of farmers' organizations and from the private sector.

2.2. Responsibilities. The PSC oversees the management and implementation of the SCP. Among other responsibilities, the PSC approves the annual work plans and budgets, procurement plans and progress reports and undertakes monitoring and verifications missions.

3. The SCP Coordination Team

3.1. Establishment and composition. The SCP Coordination Team is currently an interim team comprising a National SCP Coordinator, a Planning, Monitoring and Evaluation Officer and an Information, Education and Communications Officer. The SCP Coordinator shall be recruited as a general condition precedent to withdrawal based on a competitive selection process and IFAD's no objection.

3.2. Responsibilities. The SCP Coordination Team responsibilities are to manage and coordinate the everyday SCP Programme activities. These responsibilities have been designed to ensure the effective strategic and operational planning of the SCP, to monitor the SCP implementation and to communicate and promote the SCP and they include among others, the preparation of annual work plans and budgets, the planning and coordination of programmatic components of the SCP, etc.

4. The SCP-GAFSP Management

4.1. Composition. The SCP-GAFSP Management team shall be composed of the SCP-GAFSP Manager, the M&E Officer and the Financial Controller and other technical staff. The three core positions shall be fulfilled as a condition precedent to withdrawal, based on a competitive selection process and IFAD's no objection.

4.2. Responsibilities. The SCP-GAFSP Management Team shall manage the funding under the Programme and everyday management shall be delegated to the SCP-GAFSP Manager who will report to the SCP Coordinator. Details are provided in the Project Implementation Manual.

5. District Agricultural Offices

5.1. District Agricultural Officers (DAOs) are responsible for the coordination and management of the SCP at district level. The DAOs provide the main linkage between MAFFS and the FBOs.

6. Food and Agricultural Organization (FAO)

6.1. FAO has been selected by the Recipient to act as an implementation support entity of the Programme. FAO shall provide technical assistance to MAFFS in the implementation of components a.1, a.2(i) and a.3 through an annual result based contract. At the level of MAFFS, the SCP Coordination Team and the SCP-GAFSP Management Team, FAO shall recruit three experts to get involved in capacity building of national staff, concept work, and provide assistance in the implementation of mentioned components.

7. Rehabilitation and Community-based Poverty Reduction Project (RCPRP)

7.1 The National Coordination Unit of the RCPRP shall implement the activities related to the contract farming approach for tree crop rehabilitation (Component a.2 (iii)) and those related to IVS rehabilitation (Component b) through a MoA established with the MAFFS. For tree crop rehabilitation, an external assessment of the capacities of the MAFFS will be conducted on a yearly basis in order to transfer progressively the implementation.

8. Rural Finance and Community Improvement Project (RFCIP)

8.1. The National Coordination Unit of the RFCIP shall implement the Component C Rural Finance through a MoA signed with the MAFFS.

9. Programme Implementation Manual

9.1. The Programme Management team shall prepare a Programme Implementation Manual (PIM) that shall describe (i) implementation of Programme activities; (ii) the administration of Grant proceeds and Project Parties' responsibilities; and (iii) monitoring and evaluation of Programme progress and results.

9.2. The sharing of a draft version of the PIM with IFAD is foreseen as a condition precedent to withdrawal.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage of IFAD financing
I. Civil Works	8 640 000	100% net of taxes and beneficiaries' contribution
II. Vehicles, Equipment and Materials	8 930 000	100% net of taxes and beneficiaries' contribution
III. Technical Assistance, Contracts and Studies	14 580 000	100% net of taxes
IV. Rural Finance	7 150 000	100% net of taxes
V. Recurrent Costs	5 700 000	100% net of taxes
VI. Unallocated	5 000 000	
TOTAL	50 000 000	

Key reference documents

Country reference documents

Poverty reduction strategy paper

Smallholder Commercialization Programme

IFAD reference documents

RB COSOP for Sierra Leone 2010 - 2015

SCP/GAFSP Project design document (PDD) and key files

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
DEVELOPMENT GOAL Rural poverty and household food security reduced on a sustainable basis	<ul style="list-style-type: none"> 100 000 direct beneficiaries by Gender and Age Increased Farm Incomes by 10% for direct beneficiaries Proportion of target population below the minimum level of dietary energy consumption by gender and vulnerable groups 	<ul style="list-style-type: none"> Household panel report, DOA reports, Food Security Surveys, Annual Production Surveys 	Appropriate support and no climatic hazard
Component 1 – Smallholder commercialization: production intensification, value addition and marketing			
Programme Outcome 1 Smallholders have increased production, intensification, value addition, marketing, and reduced rates of post harvest losses	<ul style="list-style-type: none"> 30% of targeted farmers have increased their yields by 30% for rice, cassava and other food crops, and by 25% for tree crops 20% of targeted farmers have reduced post harvest losses by 20% 40% of targeted farmers have increased their incomes by 10% 10% of targeted farmers have access to inputs and processing facilities 20% of targeted farmers have access to MAFFS's/NaFFSL's services 	<ul style="list-style-type: none"> Annual Production Surveys MAFFS/DOA Annual Reports Activity Reports Annual Thematic Surveys SLARI Reports & Private Sector Annual Production Surveys 	Farmers have adequate resources to acquire productive inputs Normal weather conditions
Output 1.1 Intensified production through FFS/FBO development	<ul style="list-style-type: none"> No. of additional ha having adopted the technologies being promoted Volume of farm produce under improved storage 	<ul style="list-style-type: none"> Activity Reports, Extension Reports M&E Reports 	Willingness to adopt new technologies
Output 1.2 Improved access to market and inputs	<ul style="list-style-type: none"> 200 new ABCs and 40 agro-dealers are established Business Plans for 200 ABCs No. of MoUs with IPs (contract farming) 	<ul style="list-style-type: none"> ABCs and agro-dealers Records, M&E Reports 	ABCs and agro-dealers provided with start-up capacities for operations
Output 1.3 DOA are fully functional and NaFFSL is strengthened	<ul style="list-style-type: none"> 50% of the capacity building plan for the DOA is completed after 2 years No. of client days of extension services provided to farmers by gender 	<ul style="list-style-type: none"> M&E and supervision Reports Back to Office and Activity Reports 	
Component 2 – Small-scale irrigation development			
Outcome 2 Small scale irrigation development raises levels of rice production and increases food security, incomes and employment	<ul style="list-style-type: none"> 30% of targeted farmers have increased their yields by 30% 40% of targeted farmers have increased their incomes by 10% 40% of the youth contractors are able to engage in a bidding No. of operational IVS associations No. of Youths gainfully employed 	<ul style="list-style-type: none"> Annual Production Surveys Food Security Surveys SSL Income and Expenditure Surveys 	No adverse climatic condition and pests and diseases attack
Output 2.1 Lowland Developed/rehabilitated	<ul style="list-style-type: none"> 4000 ha of IVS rehabilitated No. of local service providers/youth contractors established No. of IVS associations, registered and trained in IVS management 	<ul style="list-style-type: none"> Activity Reports Supervision Reports M&E Reports 	No adverse climatic condition and pests and diseases attack
Component 3: Access to Financial Services			
Outcome 3 Access of smallholders, rural poor and their organisations to rural financial services.	<ul style="list-style-type: none"> 10% of the targeted farmers have increased their access to financial services No. of FSA and CB profitable At risk proportion of FSAs and CBs loan Portfolios 	<ul style="list-style-type: none"> MFIs Annual Reports FSAs Reports Financial Reports 	
Output 3.1 Financial Service Associations developed	<ul style="list-style-type: none"> 15 FSAs created No. of active FSAs Loan accounts, No. of active borrowers by gender 	<ul style="list-style-type: none"> FSAs Progress Reports Financial reports 	TAA provides adequate technical Assistance to MFIs
Output 3.2 Community Banks Supported	<ul style="list-style-type: none"> 7 CB created No. of active CB Loan accounts; No. of active borrowers by gender 	<ul style="list-style-type: none"> CBs Progress Reports Financial reports 	TAA provides adequate technical Assistance to MFIs
Output 3.3 Institutional support in place	<ul style="list-style-type: none"> An apex body for CB/FSA is in place and functional No. of CB/FSA having access to the refinance facility 	<ul style="list-style-type: none"> Annual Reports 	